

Les crédits

les établissements bancaires devaient faire l'objet de contrôles à ce propos. Je le félicite de cet aveu.

Je vous remercie de m'avoir accordé une minute de plus, monsieur le Président, mais c'est la moitié de l'après-midi qu'il me faudrait.

M. Ken Atkinson (St. Catharines): Monsieur le Président, j'ai écouté le discours du député, et notamment ce qu'il a dit au sujet des impôts. Je reconnais qu'il a fait un assez bon travail pour ce qui est de simplifier le régime fiscal. Je crois que c'est bien ce que nous souhaitons. En lisant son livre, on dirait qu'à l'examen du régime il s'est rendu compte qu'il lui fallait consentir des exemptions semblables à celles qui existent déjà, de façon à tenir compte de divers facteurs touchant notre structure sociale. De plus, j'ai noté qu'une foule de données provenaient d'une autre source que son livre. Je le répète, je me réjouis de cet effort pour simplifier le régime fiscal.

Je voudrais lui poser certaines questions touchant la fiscalité. Je sais que l'environnement l'intéresse. À son avis, devrait-on prévoir des incitations ou recourir au régime fiscal dans les questions touchant l'environnement? J'aimerais avoir son avis là-dessus.

Par ailleurs, la politique du troisième parti semble se résumer à ceci: haussons les impôts des riches et tous nos problèmes seront résolus, sans que la classe moyenne n'ait à payer sa part. Mais le pays doit pouvoir disposer de certaines recettes; nous devons tous payer, quel que soit le pourcentage de notre contribution.

Pour le troisième parti qui est au pouvoir en Ontario, est riche quiconque touche un salaire de 53 000 \$. J'aimerais avoir l'avis du député là-dessus.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir parler de ces sujets.

J'aimerais en premier lieu aborder la question de l'impôt unique. C'est une question sur laquelle je travaille depuis trois ans et demi avec de nombreux autres fiscalistes, qui en savent beaucoup plus sur la fiscalité que je n'en saurai jamais. Nous nous sommes assurés que cette nouvelle forme d'impôt suivrait un barème progressif; nous y avons inclus un crédit d'impôt pour les personnes âgées, pour les familles ayant des enfants et pour les organismes de charité. Nous n'avons pas touché au REER. Et à part ça, il n'y a pas d'autres catégories spéciales.

Pour ce qui est de l'impôt sur les sociétés, nous avons prévu un crédit d'impôt de 100 000 \$ pour que les petites et moyennes entreprises puissent disposer de cette somme non imposable. Autrement dit, sous le régime de l'impôt unique, la première tranche de 100 000 \$ serait exempte d'impôt, et l'impôt sur le reste serait de 20 p. 100. Il y aurait bien des façons de simplifier le régime fiscal.

J'aimerais maintenant répondre à la question du député au sujet de l'environnement. Il n'y aurait pas d'allègement fiscal particulier pour l'environnement. Cette question me tient autant à coeur que les autres députés, mais cet exemple illustre parfaitement ce qui ne va pas dans notre régime fiscal. Nous avons essayé de gérer chaque secteur par le truchement de l'impôt, ce qui a donné lieu à tellement de règlements, d'exceptions et d'exceptions aux exceptions dans chaque secteur de l'économie que notre fiscalité est devenue incompréhensible.

Si nous, le gouvernement du Canada, décidons de donner la priorité à l'environnement comme il le faudrait et comme il se doit, nous sommes tous d'accord là-dessus je pense, nous n'avons qu'à y consacrer les fonds nécessaires soit par financement direct, soit en accordant des subventions ou des prêts sans intérêts ou à faibles intérêts ou encore par d'autres moyens, mais ne dissimulons pas ces incitatifs ou ces subventions dans le régime fiscal. En dix ans, nous nous retrouverions dans la même situation qu'aujourd'hui avec un système inintelligible.

Quelle était votre dernière question? Je suis désolé, je l'ai oubliée.

Une voix: Et si nous imposions les riches?

M. Mills: Oh, taxer les riches! Avant, je croyais que le NPD militait pour des causes. Mais j'ai vu ce qu'il en était cette semaine. C'est un groupe qui n'agit qu'en fonction de la stratégie. Je me souviendrai fort longtemps de la façon dont les néo-démocrates m'ont traité cette semaine.

Qu'entendez-vous par taxer les riches? Je n'ai absolument rien contre le fait d'obliger les gens à payer leur juste part. Plus on travaille, plus on devrait être récompensé.

Monsieur le Président, accordez-moi une seconde. Sous le régime actuel, beaucoup de gens ne paient aucun impôt —évidemment, c'est mal—, mais si l'on s'en remettait aux souhaits du NPD, plus on travaille, plus on devrait être puni. C'est de la foutaise, à mon avis. N'oublions pas que ce sont ceux qui font preuve d'esprit